



Association des Journalistes Scientifiques de la Presse d'Information
102 avenue des Champs Elysées 75008 Paris

le 2 mars 2008

Lettre ouverte

**à Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Jules Hoffmann, président de l'Académie des sciences et
Catherine Bréchignac, présidente du CNRS**

**Copie à Claude Allègre, Vincent Courtillot, au Haut conseil de la science et de la technologie et
au Comité d'éthique du CNRS.**

Un vent mauvais souffle dans le milieu des chercheurs et des journalistes qui s'intéressent au changement climatique.

A l'origine de ce malaise se trouvent les remous provoqués par les articles de journalistes des services Science de trois quotidiens nationaux, au sujet d'une série de publications scientifiques. Ces dernières portent sur l'attribution du changement climatique en cours aux différents facteurs possibles : variations naturelles et émissions humaines de gaz à effet de serre. Parues dans la revue *Earth and Planetary Sciences Letters* en 2005 et 2007, elles sont signées, en auteur leader, par Vincent Courtillot, directeur de l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP), membre de l'Académie des sciences et ancien directeur de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

En septembre 2007, ces publications ont fait l'objet d'un commentaire critique de la part d'Edouard Bard, professeur au Collège de France et Gilles Delaygue, chercheur au Cerege. En s'appuyant sur cet argumentaire précis, nos collègues ont souligné dans leurs articles l'incroyable accumulation d'erreurs de calculs, d'attribution de données et de références présentes dans les publications de V. Courtillot et de ses collaborateurs, faisant soupçonner un travail d'une qualité si médiocre que sa publication dans une revue à comité de lecture de haut niveau en devenait étrange. Ces articles étaient légitimes : l'opinion doit être informée avec honnêteté sur des questions qui conditionnent des politiques publiques de grande ampleur.

Tout aurait pu s'arrêter là. Après tout, l'erreur fait partie de l'exercice de la science. Et Vincent Courtillot et ses collaborateurs avaient bien reconnu l'existence de leurs erreurs, révélant par exemple - mais avec tant de retard ! -, le contenu et l'origine véritables des données qu'ils avaient présentées de manière erronée. Mais le ton est monté.

La suite se passe hors du champ scientifique : insultes envers un journaliste proférées par Claude Allègre, soutien indéfectible de M. Courtillot, demandes de droit de réponse abusives, menaces de procès en diffamation, tentatives de pressions auprès des rédactions en chef pour discréditer des journalistes, instrumentalisation de l'Académie des sciences contre M. Bard et contre une presse désignée comme l'« *ennemie de la science* ». Tout ceci aurait pu décourager des journalistes moins aguerris et altérer la qualité des débats publics en cours sur le dossier climatique.

Cet épisode ne relève pas de la figure classique du scientifique solitaire ayant raison avant les autres. Mais il pose des questions bien embarrassantes pour le directeur de l'IPGP et ses tutelles scientifiques et gouvernementales. L'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI) eut apprécié que ces tutelles s'expriment clairement sur ce sujet, prenant acte des publications et des graves questions qu'elles posent. L'AJSPI estime de son devoir de soutenir le travail effectué par certains de ses membres dans cette affaire. Et de le faire savoir publiquement par ce courrier que nous vous adressons.

Philippe Pajot, président de l'AJSPI

Sophie Coisne, présidente 2006-2007 de l'AJSPI